

Projet GOCO₂

Concertation préalable

Marché de Craon

Compte-rendu synthétique

Lundi 17 novembre, de 9h00 à 12h, Place Maréchal Leclerc

Représentants de la maîtrise d'ouvrage

- **Romain VERLES**, Délégué territorial adjoint, NaTran
- **Philippe GAUTIER**, Chargé d'affaires publiques, Lafarge Ciments

Garante et garants désignés par la Commission nationale du débat public (CNDP)

- **Jean-Pierre BOMPARD**



Contexte et objectifs de la rencontre

Cette présence au marché de Craon s'inscrivait dans le cadre de la concertation préalable du projet GOCO₂. L'objectif était d'informer, d'écouter et de répondre aux questions du public sur le projet et sur le dispositif de concertation. Cette rencontre a également été l'occasion d'annoncer les rencontres à venir sur le territoire, notamment :

- le webinaire sur « Les enjeux du stockage de CO₂ », prévue le jeudi 27 novembre [en ligne](#),
- l'atelier territorial Mayenne (zone d'étude entre Neau et Saint-Pierre-la-Cour), prévu le lundi 24 novembre.
- la réunion publique thématique « environnement des bords de Loire », prévu le lundi 1er décembre à Montjean-sur-Loire,
- La réunion publique thématique « agriculture », prévu le mardi 2 décembre à Erbray,
- la réunion publique thématique « méthodes de poses des canalisations », prévu le mercredi 3 décembre à Ancenis,
- la réunion publique « Terminal CO₂ », prévue le jeudi 4 décembre à Montoir-de-Bretagne.

Plusieurs documents de la concertation ont été distribués au cours de la rencontre.



Teneur générale des échanges

Au cours de la matinée, les maîtres d'ouvrages ont échangé avec une cinquantaine de personnes sur le marché de Craon. Les échanges ont été globalement ouverts, mêlant curiosité technique et interrogations sur les impacts environnementaux et territoriaux autour du projet GOCO2.

Plusieurs habitants connaissaient déjà l'existence du projet, sans en maîtriser les détails, et se sont montrés curieux : pour certains, il est « positif que l'industrie se remette en question ». D'autres ont manifesté un scepticisme marqué sur la séquestration du carbone : manque de recul, interrogations sur l'efficacité, nécessité d'agir en priorité « sur notre manière de produire ». Le sujet de la temporalité est revenu fréquemment (« Quand le projet verra-t-il réellement le jour ? »), ainsi que celui des modalités de participation à la concertation.

La taxe carbone a suscité des réactions : une personne regrette qu'on parle « trop peu des alternatives comme l'éolien » et s'inquiète des besoins électriques que génèrent les projets industriels. Plusieurs participants expriment leur soutien au développement massif des énergies renouvelables, évoquent la PPE, et s'interrogent sur la place du projet dans la transition énergétique globale.

Les questions sur le réseau de canalisations ont été nombreuses : fuseau à Craon, franchissement de la Loire, matériaux, parallélisme, emprises temporaires et passage dans les terrains agricoles ou sous les axes routiers. Une personne travaillant pour Equinox, partenaire de NaTran, a indiqué connaître le projet et s'est réjouie de voir les équipes présentes à Craon.

Les habitants ont également interrogé :

- l'usage de biomasse et de combustibles alternatifs dans les nouveaux fours ;
- le captage cryogénique (Cryocap) ;
- la réduction de la consommation d'eau dans les futurs procédés ;
- la question du triplement des besoins énergétiques et le rôle de RTE ;
- les perspectives du ciment bas carbone.

Le sujet de la réutilisation du CO₂ a intéressé plusieurs personnes : e-carburants, projets Lhyfe & Elyse ou Take Kair. Certains expriment toutefois une défiance : le stockage géologique dans des aquifères salins est perçu par une personne comme « cacher la misère ».

Des préoccupations d'ordre plus large ont émergé :

- impact différencié entre France et pays tiers (« La France fait des efforts, la Chine non »),
- jugement sur les impôts et les financements publics,
- rappel du procès en cours de Lafarge,
- interrogation sur le rôle des particuliers dans le projet (« En quoi sommes-nous concernés ? »).

Globalement, les habitants ont jugé l'information utile et voient GOCO₂ comme un projet de long terme, « qui prendra des années », tout en demandant davantage de pédagogie sur le stockage, les alternatives et les choix structurants de la décarbonation.